En Guadeloupe, les associations dénoncent la gestion des migrants haïtiens par les autorités

L'archipel des Antilles est une terre d'accueil pour les ressortissants d'Haïti, qui fuient la crise politique et la violence des gangs. Mais, outre les difficultés d'obtenir un titre de séjour, la préfecture continue de placer nombre d'entre eux en rétention, voire d'en renvoyer certains dans leur pays.

Par Amandine Ascensio (Pointe-à-Pitre, correspondance)

Publié hier (19 décembre 2024) à 11h53

Difficile de recueillir les témoignages des premiers concernés. Crainte d'être reconnu, arrêté... toutes les personnes rencontrées ont refusé de témoigner. Les Haïtiens en situation irrégulière en Guadeloupe assurent vivre « *dans la peur* », entre deux « *djobs* », ces petits emplois journaliers qui sont légion sur l'archipel, notamment dans le secteur agricole. « *Il y a eu de grosses arrivées depuis un an et demi, depuis que les gangs sévissent en Haïti* » explique Johnny Désir, le président de Tèt Kolé, une association culturelle haïtienne présente dans l'archipel, qui tente d'aider comme elle le peut ses ressortissants, ces derniers peinant à régulariser leur séjour, malgré la situation dans leur pays.

En proie à une instabilité politique désormais chronique, Haïti, et notamment la région de Port-au-Prince, est en effet depuis plusieurs mois sous le joug de gangs armés et violents qui ont causé plusieurs milliers de morts. « *Même si les gens se rendent plus volontiers aux Etats-Unis, la Guadeloupe est aussi une destination fréquente pour notre population* », ajoute Johnny Désir.

Mais, une fois sur place, le parcours administratif d'obtention d'un titre de séjour est de plus en plus complexe, voir dysfonctionnel, les délais sont longs et les renoncements nombreux. Lucie Curet, déléguée nationale pour la région Amériques à La Cimade, une association d'aide aux migrants, estime que si, « *avant, notre travail était d'aider les personnes migrantes sur le parcours juridique de leur demande de titre de séjour ou de demande d'asile* », aujourd'hui, « *notre première aide consiste à trouver un rendez-vous pour les personnes qui en font la demande auprès de la préfecture* ». L'association Tèt Kolé, qui pouvait, « *jusqu'à il y a environ deux mois* », avoir quelques facilités pour obtenir des rendez-vous notamment pour des cas urgents, s'est vu signifier que « *désormais, c'était terminé* », raconte son président.

« Régime dérogatoire »

Sans démarche administrative lancée, les étrangers restent en situation irrégulière, à la merci d'une interpellation, d'un placement en centre de rétention administrative (CRA) et d'une expulsion – ou « *éloignement* », selon les termes administratifs. Et, rappelle Pauline Râï, responsable régionale rétention pour La Cimade, « *c'est d'autant plus facile pour les autorités que la Guadeloupe, tout comme l'ensemble de l'outre-mer français, est sous un régime dérogatoire en matière de droit des étrangers, établi dans les années 1990 et toujours valable* ». Une dérogation qui se traduit par l'absence réelle de limites géographiques en matière de contrôle d'identité, mais aussi la possibilité d'opérer des expulsions rapides, « *expéditives* », selon les associations d'aide.

« *L'exemple le plus probant de l'entrave au droit des étrangers pratiqué par les autorités est celui de mai 2024, en Guadeloupe* », rappelle Antoine Le Scolan, qui avait, avec trois autres avocats, pris la défense d'une trentaine d'Haïtiens, dont des femmes et des enfants, interpellés au large de la Guadeloupe dans un navire à pavillon dominiquais, à destination des Etats-Unis. Ramenés sur le littoral guadeloupéen, à Bouillante, vingt d'entre eux, qui n'étaient pas en famille ou accompagnés d'enfants, s'étaient vu signifier leur non-admission sur le territoire français dès le lendemain, leur expulsion vers Haïti devant suivre le même jour. « *Ça s'est joué à dix minutes près* », raconte Antoine Le Scolan, qui a déposé avec ses confrères une requête en référé-liberté devant le tribunal, et réussi à faire descendre in extremis de l'avion les personnes sur le point d'être renvoyées. Ces dernières avaient pourtant demandé le droit d'asile. Des demandes réitérées et non équivoques, même selon les juges, qui ont estimé qu'elles n'avaient pas été traitées.

Car, souligne l'avocat, en 2023, la Cour nationale du droit d'asile, puis la Cour européenne des droits de l'homme ont fini par reconnaître la situation de « *violence aveugle en raison du conflit armé interne* » qui se déroule sur le sol haïtien. « *Sur cette base (...), les juridictions judiciaires ont, depuis début 2024, systématiquement invalidé les décisions de placement en CRA, y compris [pour] ceux qui avaient été interpellés après des troubles à l'ordre public* », assure la préfecture, qui indique qu'« *aucun éloignement n'a donc été réalisé depuis février 2024* ».

« **Pays à risque** »

Un fait contesté par les associations d'aide aux migrants, qui rapportent des expulsions d'Haïtiens « *assignées à résidence* », en juillet et en septembre, et qui dénoncent inlassablement le manque d'accès au droit des étrangers, et le renvoi des Haïtiens dans leur pays, malgré un ralentissement cette année. En 2024, près de 400 personnes ont été placées en CRA, parmi lesquelles 172 Haïtiens, dont huit ont été renvoyés vers Haïti (sur 203 éloignements au total) depuis le CRA, affirme Pauline Râï. « *Il peut y avoir d'autres éloignements par le biais des assignations à résidence sur lesquelles nous n'avons pas l'œil, ou aussi des gens qui arrêtent de lutter et se résignent* », ajoute-t-elle.

A titre de comparaison, en 2023, « *127 personnes haïtiennes avaient été enfermées (sur 352), et 35 expulsions faites vers Haïti depuis le CRA* », soit près de 20 % des éloignements depuis le CRA, dénombre le rapport annuel des organisations d'aide aux migrants sur les centres de rétention administrative. De son côté, la préfecture relève que, pour la même année, « *28 ressortissants haïtiens, principalement des auteurs de trouble à l'ordre public ayant été interpellés ou des sortants de prison, ont fait l'objet d'un éloignement vers leur pays d'origine. Par ailleurs, 36 ressortissants haïtiens ont bénéficié de l'aide au retour volontaire, octroyée par l'OFII [Office français de l'immigration et de l'intégration]* ».

La Cimade, qui a organisé, en novembre, la deuxième édition des « Charter Awards » – une cérémonie parodique créée pour critiquer les préfectures qui se sont illustrées « *par des pratiques abusives et illégales en matière d'enfermement et d'expulsion de personnes migrantes* » – a remis le prix « *Quoi qu'il en coûte* » à celle de Guadeloupe pour dénoncer « *le plus haut nombre d'expulsions vers un pays à risque* », Haïti. Avec une nouvelle crainte : la reprise des renvois de gens dans le pays, avec la réouverture de l'aéroport de Port-au-Prince, fermé depuis plusieurs semaines en raison de la crise.

Amandine Ascensio (Pointe-à-Pitre, correspondance)